

CHANGEMENTS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET MORPHOLOGIQUES DANS LA ZONE MÉTROPOLITAINE DE LA VALLÉE DE MEXICO (1982-2010)

EMILIO PRADILLA COBOS¹

Professeur, Département de théorie et d'analyse,
Universidad Autónoma Metropolitana, Mexico, Mexique

FELIPE MORENO GALVÁN

Chercheur postdoctoral, Universidad Autónoma Metropolitana, Mexico, Mexique

LISETT MÁRQUEZ LÓPEZ

Chercheuse, Instituto José María Luis Mora, Mexico, Mexique

AU COURS DES TROIS DERNIÈRES DÉCENNIES, LA ZONE MÉTROPOLITAINE de la vallée de Mexico (ZMVM) a connu des changements structurels et de fonctionnement profonds, résultant de l'application de politiques économiques néolibérales, de pratiques des acteurs sociaux et de politiques urbaines des gouvernements locaux. Nous aborderons ici trois aspects déterminants du processus métropolitain : le changement dans la structure économique, le passage d'une logique de centralisation à une logique de ramification et les conflits urbains résultant de ces processus.

1. Les auteurs tiennent à souligner la contribution de leurs assistantes de recherche, Celia Hernández Diego et Carolina Santiago de la Cruz. Ce texte a été traduit de l'espagnol par Raquel Peñalosa.

1. La croissance démographique

En 1940, le district fédéral de la ville de Mexico (DF) avait 1 757 550 habitants et occupait 117,54 km²; en 1960, sa population s'élevait à 4 870 876 habitants et son territoire s'étendait sur 271,98 km² par suite de l'annexion de plusieurs municipalités limitrophes relevant auparavant de l'État de Mexico (Garza, 1987); en 2010, la métropole accueillait 20 116 842 habitants sur un territoire de 7 854 km² (CONAPO, 2007). La croissance de la ville a ainsi suivi un modèle extensif marqué de cycles successifs d'expansion-consolidation-expansion (Duhau, cité dans Pradilla, 2011, p. 269) qui ont produit une ville étendue, poreuse, de faible hauteur et de faible densité (tableau 3.1).

Tableau 3.1. Taux de croissance de la ville de Mexico, de son district fédéral (DF), de ses municipalités de banlieue et de la zone métropolitaine de la vallée de Mexico (ZMVM) de 1689 à 2010 (en %)

	1689-1746	1746-1790	1790-1811	1811-1820	1820-1838	1838-1895	1895-1900	1900-1910	1910-1921	1921-1930
Ville de Mexico	1,22	0,58	1,93	0,70	0,74	1,48	2,66	2,90	2,10	3,45
	1930-1940	1940-1950	1950-1960	1960-1970	1970-1980	1980-1990	1990-2000	2000-2010		
District fédéral	-	5,67	4,79	3,50	2,54	-0,70	0,44	0,28		
Municipalités de banlieue	-	3,79	7,38	14,16	6,23	5,60	2,94	1,41		
Zone métropolitaine	4,75*	5,49	5,04	5,23	3,55	1,69	1,69	0,90		

* Ce taux de croissance traduit le passage de la ville de Mexico à la zone métropolitaine (ZMVM).

Source: *Población de la Ciudad de México y la ZMVM*.

Depuis la décennie 1970-1980, on observe une diminution du taux de croissance annuelle de la population de Mexico; cependant, cette diminution est inégale suivant que l'on parle du district fédéral, des municipalités agglomérées de l'État de Mexico ou de l'ensemble métropolitain. Par contre, l'expansion de la superficie du territoire urbain, elle, n'a pas tendance à ralentir. La « région centrale », dominée par la « ville région centre² », est le pôle démographique dominant du Mexique.

2. La ville de Mexico – district fédéral (DF), constituée de 16 « délégations », est le noyau structurant de la zone métropolitaine de la vallée de Mexico (ZMVM). Celle-ci comprend le district fédéral, 59 municipalités de l'État de Mexico et une de l'État d'Hidalgo, agglomérées au district fédéral. La ZMVM est la structure centrale de la ville région du centre de Mexico (VRCM/ CRCM), formée par les zones métropolitaines de la vallée de Mexico, de Cuernavaca-Cuautla, de Puebla-Tlaxcala, de Pachuca, de Querétaro-San Juan del Río et de Toluca-Lerma, et d'autres localités intermédiaires, pour un total de 276 unités politico-administratives faisant partie des sept entités fédérales suivantes qui composent la « région centrale »: le district fédéral et les États d'Hidalgo, de Mexico, de Morelos, de Puebla, de Querétaro et de Tlaxcala (Fideicomiso, 2000a, p. 15-16).

Entre 1982 et 2010, elle a accueilli plus du tiers de la population nationale. À l'intérieur de la région centrale, le district fédéral (DF), dont le poids relatif a diminué, et l'État de Mexico, dont le poids a augmenté, sont les deux entités fédérales sur lesquelles repose la zone métropolitaine de la vallée de Mexico (ZMVM). Les croissances inégales observées sont liées à la croissance accélérée des municipalités de banlieue de la zone métropolitaine et à celle presque nulle du district fédéral, le gros de la population se déplaçant vers la périphérie de l'État de Mexico (Fideicomiso, 2000a, C. I).

2. L'économie métropolitaine

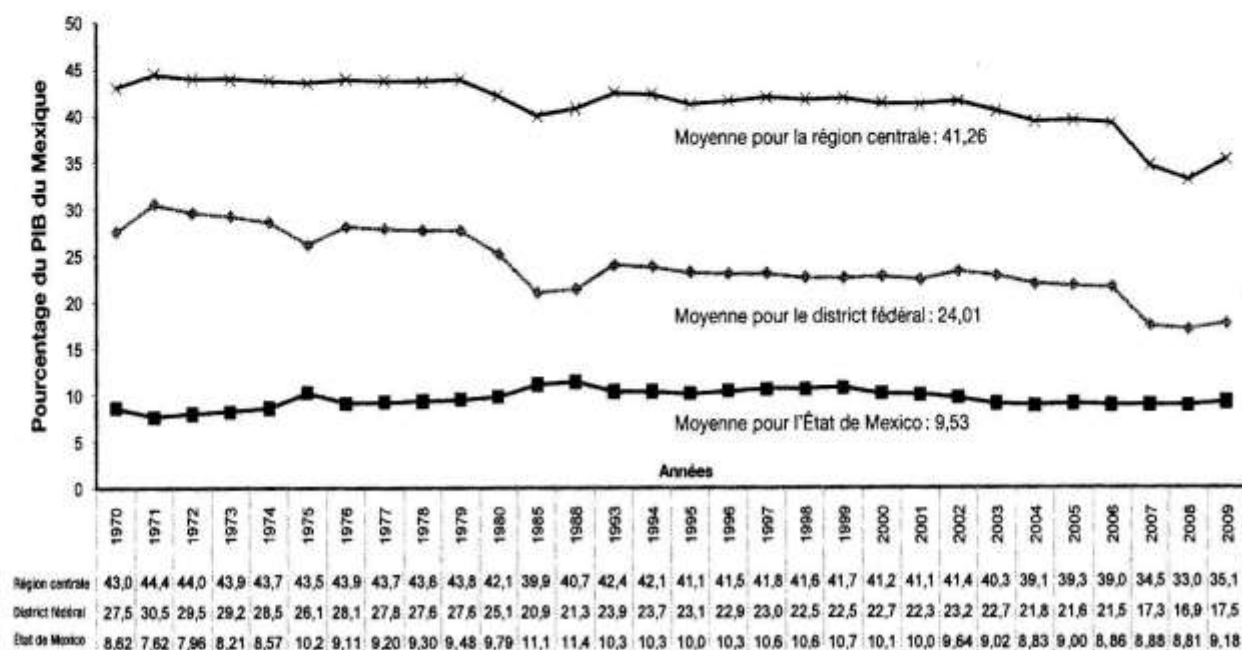
La fin du long cycle d'expansion du capitalisme mondial marquée par la crise énergétique en 1973 et l'effondrement de l'ensemble des économies, y compris l'économie mexicaine, en 1982, a mené à l'application généralisée des politiques néolibérales. Le grand capital a alors mis en marche la délocalisation et l'intégration transnationale de la production, sa modernisation et la libéralisation du commerce international. Durant les trois décennies de néolibéralisme qui ont suivi, l'économie mexicaine et l'économie métropolitaine ont subi des changements profonds. Moteur de l'accumulation du capital au Mexique pendant l'industrialisation par substitution d'importations (1940-1980), la zone métropolitaine de Mexico (ZMVM) est aujourd'hui en panne de croissance économique (voir les figures 3.1 et 3.2).

La part de la « région centrale » dans le produit intérieur brut (PIB) national est importante et significativement supérieure à son poids démographique. Cela dit, cette part est en baisse : elle était de 44,0 % en 1971 et elle n'était plus que de 35,1 % en 2008 (soit une baisse de 8,9 points). Pendant cette même période, la part du district fédéral dans le PIB est passée de 30,5 % à 17,5 % (soit une baisse de 13,0 points), tandis que celle de l'État de Mexico³ passait de 7,62 % à 9,18 % (soit une hausse de 1,56 point). La tendance à la baisse de la part du district fédéral dans le PIB s'est poursuivie, car, depuis 1975, le district fédéral a connu des taux de croissance du PIB inférieurs à la moyenne nationale et à celle de l'État de Mexico chaque année, sauf en 1993, en 2000 et en 2002.

Cela se produit dans le contexte de la longue période de stagnation économique du pays qui a débuté en 1982, période marquée par les récessions de 1982-1983, 1986, 1995, 2001 et par celle de 2008-2009 qui n'est pas encore surmontée. Le ralentissement économique dans la zone métropolitaine de la vallée de Mexico s'explique par des processus de désindustrialisation et par le passage vers une économie de services informelle (« tertiarisation informelle »).

3. Les statistiques concernant la distribution entre les municipalités du PIB total et du PIB par secteur industriel ne sont pas disponibles, ce qui ne permet pas de calculer l'évolution et le poids économique et industriel total de la zone métropolitaine de la vallée de Mexico et de la « région centrale ».

Figure 3.1. Évolution de la part du district fédéral (DF), de l'État de Mexico et de la région centrale dans le produit intérieur brut (PIB) du Mexique (%)

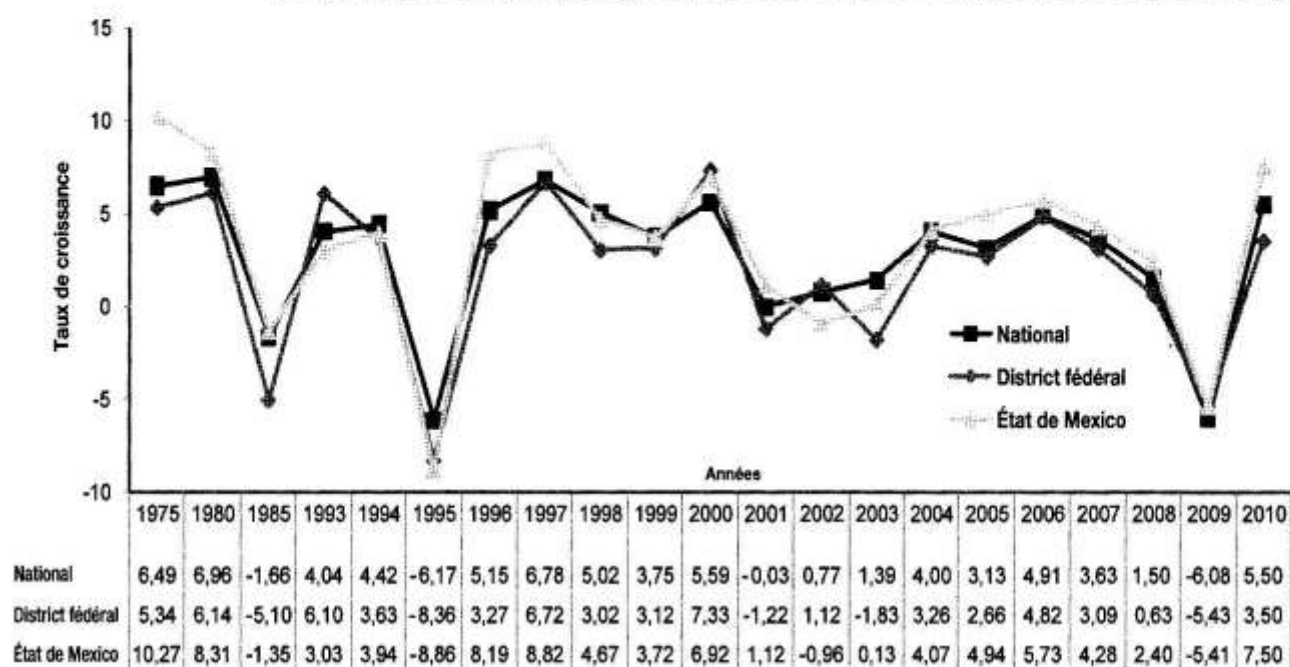


Sources: INEGI, Banque d'information économique (BIE). *Produit intérieur brut par entité fédérale. Participation en pourcentage des États dans les activités économiques de la période 1970-2010*. INEGI, Système de comptabilité nationale (SCNM). *Un modèle de désagrégation géographique: estimation du PIB par entité fédérale, 1970-1988*.

3. La désindustrialisation

L'industrialisation par substitution des importations a été intense au Mexique jusqu'à 1980. Le PIB de l'industrie manufacturière a progressé à un taux annuel moyen de 5,0% durant les années 1930, de 7,1% dans les années 1940, de 7,3% dans les années 1950, de 8,9% dans les années 1960 et de 6,42% dans les années 1970 (Héron, 1985, p. 141). La « région centrale » demeure la plus grande concentration industrielle du Mexique; cependant, sa part de la production industrielle du pays est à la baisse: cette part était de 56,4% en 1980 et elle est tombée à 37,6% en 2009 (soit une baisse de 18,8 points; voir les figures 3.3 et 3.4 ainsi que le tableau 3.2). Le district fédéral a été jadis le leader de l'industrialisation du Mexique: en 1970, il générait 32,2% du PIB manufacturier national, mais cette proportion est tombée à seulement 10,86% en 2009 (soit une baisse de 21,34 points). L'État de Mexico, qui comprend les municipalités de banlieue de la zone métropolitaine, a vu son poids industriel diminuer beaucoup plus modérément: de 17,51% en 1970, il est passé à 14,07% en 2006 (soit une perte de 3,4 points).

Figure 3.2. Évolution des taux de croissance annuelle du produit intérieur brut du Mexique, du district fédéral de Mexico et de l'État de Mexico (%)

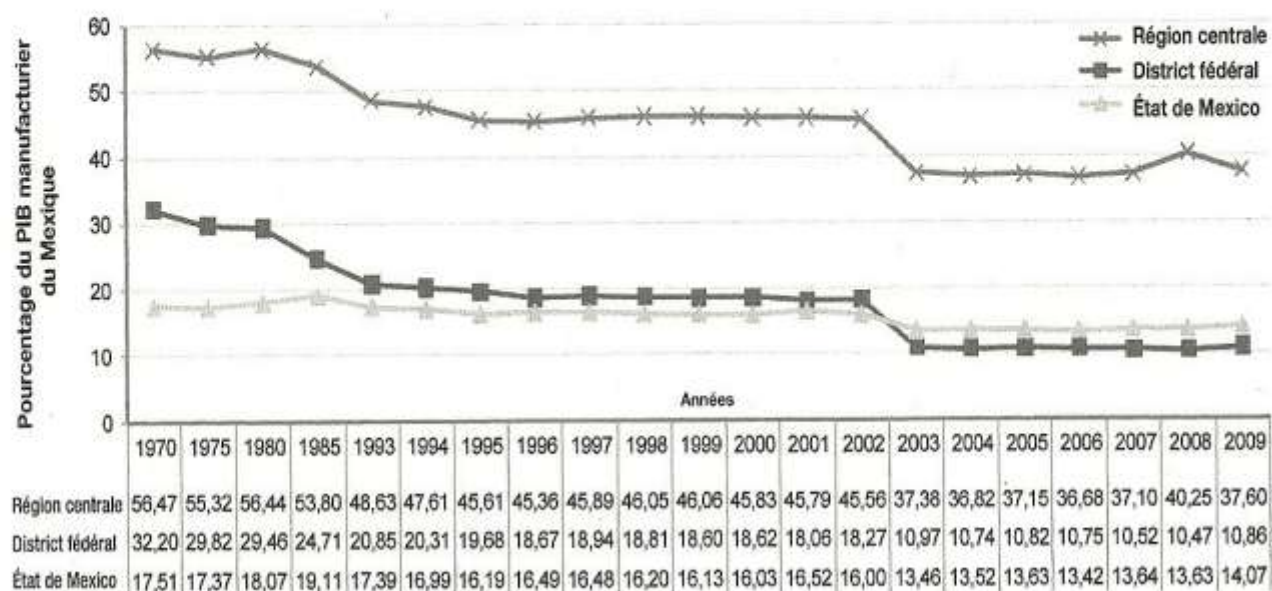


Source: INEGI, Banque d'information économique (BIE). PIB par entité fédérale. Chiffres annuels de la période 1970-2006.

Entre 1980 et 2009, les taux de croissance de l'industrie manufacturière du district fédéral et de l'État de Mexico (qui comprend les municipalités de la banlieue de Mexico) ont généralement été plus bas que les taux de croissance correspondants de la production manufacturière du Mexique. De fait, selon les *Censos económicos nacionales* de l'INEGI, entre 1980 et 2003 les principales variables de l'industrie manufacturière du district fédéral de Mexico, des municipalités de la banlieue de Mexico et de l'« aire métropolitaine de la ville de Mexico⁴ » ont subi une contraction en termes absolus, que l'on parle de la valeur ajoutée brute, du nombre d'employés (lequel n'a augmenté que dans les municipalités de la banlieue de Mexico), de la rémunération totale des travailleurs salariés, des actifs immobilisés ou de la formation brute de capital fixe. Seul a augmenté le nombre d'établissements, ce qui indique que la taille des nouvelles places d'affaires était plus petite que celle des entreprises existantes. On peut donc parler d'une désindustrialisation tant absolue que relative de la zone métropolitaine et de ses composantes: le district fédéral et les municipalités agglomérées de l'État de Mexico (Pradilla et Marquez, 2004; Marquez et Pradilla, 2008)

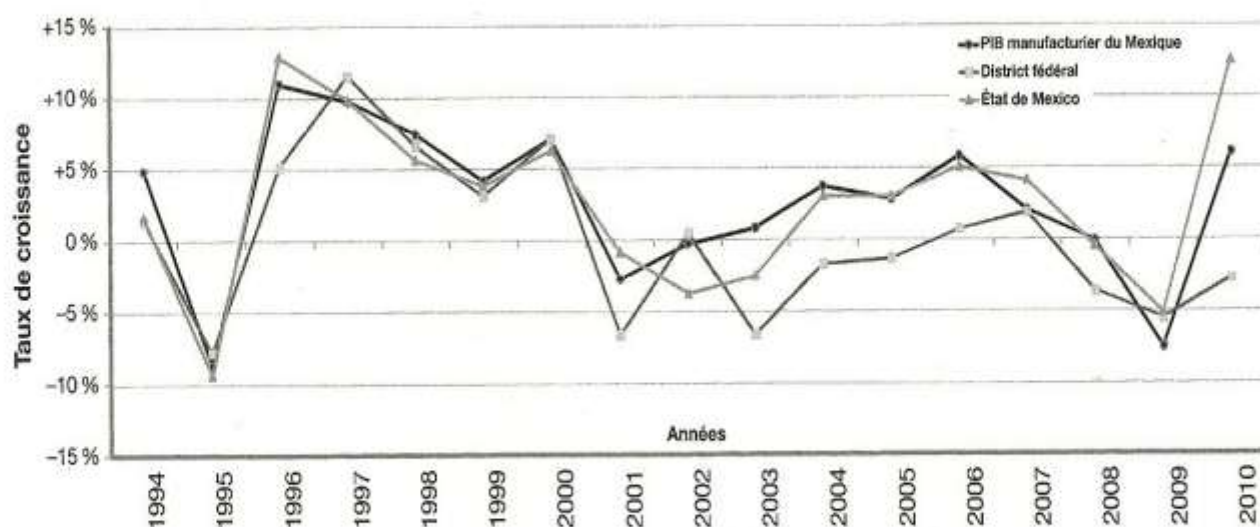
4. L'Área metropolitana de la ciudad de México (AMCM), qui a été utilisée par le INEGI dans les recensements économiques, est, au regard du nombre de municipalités agglomérées, une délimitation territoriale moins vaste que celle de la zone métropolitaine (ZMVM).

Figure 3.3. Part du district fédéral (DF), de l'État de Mexico et de la région centrale du Mexique dans le PIB de l'industrie manufacturière du Mexique: 1970-2009



Source: INEGI, Banque d'information économique (BIE). PIB par entité fédérale. Chiffres annuels de la période 1970-2006.

Figure 3.4. Évolution des taux de croissance du PIB manufacturier du Mexique, du district fédéral de Mexico (DF) et de l'État de Mexico: 1994-2010



Source: INEGI, Banque d'information économique (BIE).

Les facteurs déterminants du processus de désindustrialisation sont multiples et leur combinaison est complexe. À l'origine, l'industrie métropolitaine a été créée pour répondre au marché national. Mais elle a perdu du dynamisme à partir de 1980 en raison des récessions économiques accompagnées de hauts taux d'inflation, de chômage massif, de baisse du salaire réel, lequel a perdu au moins un tiers de sa valeur réelle de 1976, de la paupérisation généralisée et d'une concurrence inégale avec les produits importés librement, depuis 1986 et surtout depuis 1994, dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et d'autres accords de libre-échange.

Tableau 3.2. Taux de croissance du PIB du Mexique et des PIB manufacturiers du Mexique, du district fédéral de Mexico et de l'État de Mexico : 1994-2011

Année	PIB du Mexique	PIB manufacturier du Mexique	PIB manufacturier du district fédéral de Mexico	PIB manufacturier de l'État de Mexico
1994	4,8 %	4,9 %	1,4 %	1,6 %
1995	-6,2 %	-8,7 %	-7,9 %	-9,4 %
1996	5,5 %	11,0 %	5,2 %	12,9 %
1997	7,2 %	9,7 %	11,5 %	9,8 %
1998	5,0 %	7,4 %	6,6 %	5,6 %
1999	3,6 %	4,2 %	3,0 %	3,8 %
2000	6,0 %	7,1 %	7,0 %	6,2 %
2001	-0,9 %	-2,8 %	-6,7 %	-0,9 %
2002	1,0 %	-0,3 %	0,5 %	-3,8 %
2003	1,3 %	0,8 %	-6,7 %	-2,5 %
2004	4,1 %	3,7 %	-1,7 %	3,0 %
2005	3,0 %	2,8 %	-1,3 %	3,0 %
2006	4,8 %	5,8 %	0,7 %	5,0 %
2007	3,2 %	2,0 %	1,9 %	4,1 %
2008	1,3 %	-0,1 %	-3,7 %	-0,5 %
2009	-6,5 %	-7,6 %	-5,5 %	-5,2 %
2010	5,5 %	6,0 %	-2,8 %	12,5 %
2011*	4,9 %	5,6 %	-3,1 %	11,6 %

* Pour l'année 2011, les données sont préliminaires.

Sources : INEGI, Sistema de cuentas nacionales de México et Banque d'information économique (BIE).

Dans cette crise de longue durée, la majeure partie de l'industrie métropolitaine, en particulier les microentreprises et les petites entreprises, n'a eu ni le temps ni le capital voulu ou l'accès à du crédit pour se moderniser et s'insérer dans l'économie ouverte. Aujourd'hui, un petit nombre seulement de grandes entreprises industrielles, principalement des transnationales, participent à l'économie d'exportation. La déréglementation et l'ouverture à l'importation de machinerie, d'équipements et d'intrants industriels ont amené à remplacer les fournisseurs nationaux par des fournisseurs étrangers, et ce, même pour les achats du secteur public, à briser les chaînes de production, à fragmenter et à isoler les unités industrielles de production, ce qui a comme conséquence la perte d'effets multiplicateurs pour l'industrie locale.

L'essor de l'industrie des *maquiladoras* (manufactures axées sur l'exportation) à la frontière avec les États-Unis, essor observé depuis le milieu des années 1970 et aujourd'hui critiqué par plusieurs⁵, ainsi que la libéralisation du commerce extérieur et l'ALENA ont donné lieu à de nouveaux investissements transnationaux localisés dans ces régions frontalières et non pas dans la zone métropolitaine de Mexico. De grandes entreprises, dont celles de l'automobile, se sont déplacées vers d'autres grandes villes du centre (Querétaro, dans l'État du même nom), du centre-nord et du nord (Aguascalientes, Saltillo, Hermosillo, Chihuahua, etc.), pour bénéficier des avantages d'une meilleure localisation par rapport au marché nord-américain⁶.

Les déséconomies d'agglomération, en termes de pollution, de congestion et de perte de temps, ont réduit les avantages comparatifs de la zone métropolitaine de Mexico et favorisé la fuite des entreprises. À cela s'ajoute le coût élevé des terrains pour lesquels l'industrie est en concurrence avec des usages plus rentables associés aux secteurs du commerce ou des bureaux. Les handicaps de la zone métropolitaine de Mexico sont nombreux : des salaires plus élevés que ceux des autres villes et régions, une forte syndicalisation, la rareté de l'eau, un transport des matières premières et des marchandises plus coûteux en raison de la congestion routière et, enfin, des normes environnementales plus rigoureuses pour l'industrie et le transport visant à pallier les taux élevés de contamination de l'air. À ces facteurs se sont ajoutés l'absence, au cours des 24 dernières années, de politique fédérale de développement industriel, ce dernier étant laissé au libre marché, les politiques de désindustrialisation de la zone métropolitaine de la vallée de Mexico mises en œuvre dès 1970 dans le but de décentraliser l'économie,

5. La croissance de l'industrie *maquiladora* d'exportation, dont la promotion a été la seule politique étatique d'industrialisation depuis 1983, a stagné en 1998 et a diminué depuis 2000. Aujourd'hui, un nombre croissant d'entreprises émigrent du Mexique vers la Chine et d'autres pays du Sud-Est asiatique.

6. Les avantages d'une localisation impliquant une distance/temps de transport avec la frontière tendant vers zéro, associée à des réglementations environnementales et du travail moins contraignantes, et à des salaires réels plus bas.

l'augmentation, au début des années 1990, des taux de pollution de l'air à cause de l'intense motorisation et, enfin, la décision prise par différents gouvernements locaux de favoriser la vocation tertiaire de la métropole.

Caractérisée par une dépendance technologique croissante et par la faiblesse de ses efforts de recherche et développement, l'industrie de la zone métropolitaine de Mexico n'a pas su profiter de l'avantage concurrentiel que lui procurait la concentration sur son territoire d'une partie importante des centres de recherche universitaires et elle n'a pas réussi à développer des stratégies de coopération régionale avec ces derniers. La désindustrialisation a eu des effets marqués sur le territoire de Mexico. D'anciennes zones industrielles dotées d'infrastructures énergétiques et de transport souffrent de détérioration structurelle et physique. De nombreuses usines sont devenues des entrepôts commerciaux ou ont été démolies et remplacées par des centres commerciaux, des bureaux ou des maisons, quand elles n'ont pas été laissées à l'abandon. On compte aussi de nombreux terrains vacants dans les zones industrielles non consolidées. Les nouveaux établissements, en particulier les petits et moyens, sont dispersés en dehors des zones industrielles officielles, dans des espaces sans équipements ni infrastructures et sans réseaux de fournisseurs, sans économies d'échelle ou d'agglomération et sans externalités (Fideicomiso, 2000b). L'infrastructure et les économies d'échelle et d'agglomération qui existaient dans les anciennes zones industrielles ont été perdues ou gaspillées, et ne peuvent profiter aux nouvelles implantations dispersées et fragmentées.

La longue récession de l'économie latino-américaine n'a pas permis à une base de fournisseurs locaux de se constituer pour servir de nouvelles implantations manufacturières de grande échelle. Il existe peu d'exemples au Mexique de nouvelles implantations de fabrication manufacturière de grande dimension mettant à la disposition des grandes entreprises leur propre base de fournisseurs (CEPAL, 2001).

4. La tertiarisation informelle

La perte de dynamisme économique de la zone métropolitaine de Mexico entre 1980 et 2009, en particulier sa désindustrialisation, et l'essor du secteur commercial et des services ont mené à la tertiarisation de sa structure économique. La part du secteur tertiaire dans le PIB du district fédéral est passée de 66,66 % à 84,97 % pendant cette période. Les sous-secteurs dont la part a le plus augmenté sont ceux des services communautaires, sociaux et personnels, où l'on retrouve une partie du chômage déguisé et du travail précaire, des services financiers, assurances et immobilier ainsi que des services de transport, entreposage et communications. Quant aux magasins, restaurants et hôtels, ils ont vu leur part diminuer.

On a assisté à un phénomène de polarisation de la tertiarisation. Le *secteur formel moderne* (services financiers, bancaires, services spécialisés dans l'économie, le commerce à grande échelle et l'hôtellerie destinée au tourisme de masse), dont la croissance est davantage contrôlée par le capital transnational, a pris de l'importance. Sa part du PIB a augmenté plus vite que le nombre d'établissements qu'on y trouve, ce qui reflète une concentration monopolistique accrue du capital. Ce secteur a cependant créé relativement peu d'emplois hautement qualifiés et bien rémunérés. En revanche, le secteur informel⁷ et le secteur traditionnel ont vu croître rapidement leur nombre d'unités et d'emplois précaires et instables, à basse rémunération et sans sécurité d'emploi ni d'avantages sociaux.

Le nombre de commerçants *informels* a crû de façon radicale entre 1980 et 2005 ; il est passé, pendant cette période, de 17 000 à 201 570 (Álvarez, 2005, p. 79 ; CESOP, 2005). Le secteur *informel* absorbe le chômage produit par la faible création d'emplois dans le secteur *formel* due à une croissance lente et à des crises économiques récurrentes ainsi qu'à la modernisation technologique des activités du secteur *formel* et moderne. Ses travailleurs connaissent des conditions de travail, de salaires, de revenus et d'avantages sociaux (sécurité sociale, programmes de logement ou d'aide à la famille) qui se situent à la marge de la législation et au seuil minimal de la dignité humaine.

Aussi, la spécialisation de la métropole dans le secteur tertiaire est plutôt vue comme un phénomène négatif, compte tenu qu'elle est associée au fait qu'une grande partie de la population active se retrouve de plus en plus dans le secteur *informel*, appauvrie, avec des emplois instables, des conditions de travail précaires, mal rémunérée et sans accès à des avantages sociaux ni à la sécurité d'emploi.

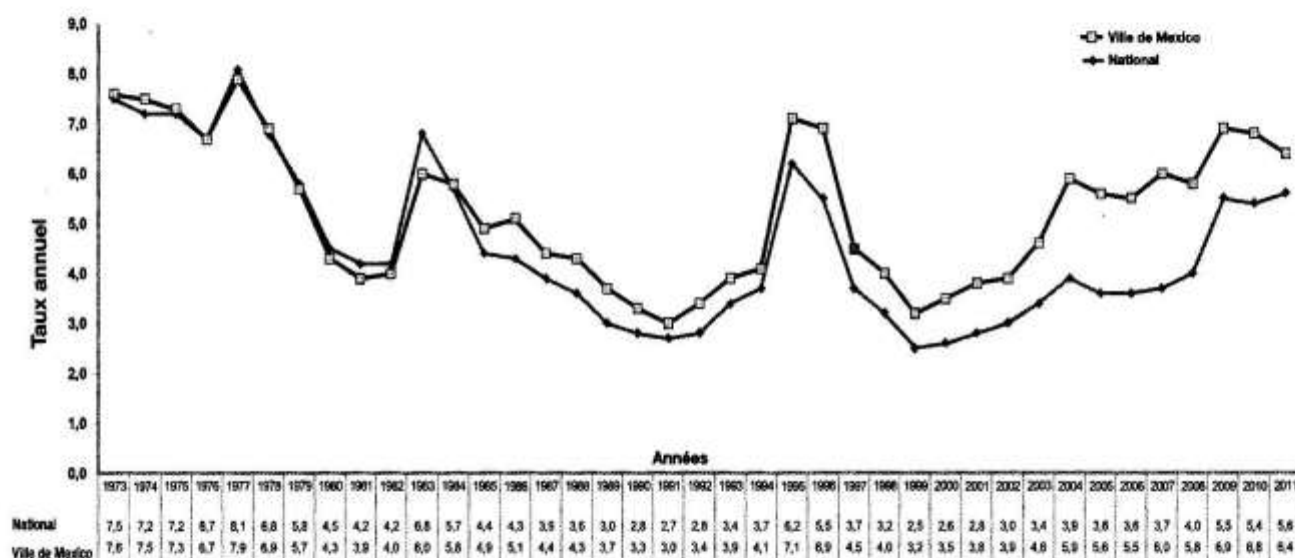
Cette tertiarisation informelle comporte les facteurs déterminants suivants : la destruction de la structure industrielle locale, sa fragmentation, la relocalisation des entreprises cherchant à éviter les coûts de l'agglomération et à se rapprocher des marchés externes ainsi que la disparition d'emplois productifs au moment où pointe une offre croissante de force de travail résultant de la transition démographique en cours. Dans le secteur tertiaire, la consolidation d'une zone moderne et compétitive restreinte résulte de la concentration monopolistique extrême du commerce et des finances, concentration marquée par la domination du capital transnational et par un certain isolement par rapport à l'économie locale. La tertiarisation informelle constitue le mode de subsistance d'une population sans emploi, appauvrie et exclue.

7. L'*informel* est un concept ambigu avec de multiples définitions. Ce concept inclut des individus qui réalisent des activités instables, mal rémunérées, avec des conditions de travail précaires et sans sécurité sociale pour subsister. Il comprend aussi des entreprises et des chefs d'entreprises à moyen et grand capital qui contournent le fisc, les normes du travail et la sécurité sociale de leurs travailleurs, ou qui pratiquent des activités illégales non enregistrées : contrebande, piraterie de marque, trafic illégal, etc.

5. Le chômage et la chute des revenus

Le district fédéral, qui fournit de l'emploi à une grande partie de la population du reste de la zone métropolitaine de Mexico, a manifesté une grande vulnérabilité aux cycles économiques. Soumis aux mêmes processus de désindustrialisation, de développement de l'économie informelle et d'appauvrissement que le reste du pays, il a eu, depuis 1984, un taux de « chômage ouvert⁸ » plus élevé que la moyenne nationale (figure 3.5).

Figure 3.5. Évolution des taux de chômage ouvert de la ville de Mexico et du Mexique : 1973-2011



Source: INEGI, Banque d'information économique (BIE). PIB par entité fédérale. Chiffres annuels de la période 1970-2006.

Selon l'INEGI, en 2005 le « chômage ouvert » était de 5,6% dans le district fédéral où il affectait directement 225 300 personnes, dont 102 100 ayant une éducation moyenne supérieure et supérieure. Par ailleurs, près d'un tiers des travailleurs œuvraient dans le secteur informel et un 10% additionnel travaillaient sans rémunération. En 2010, le chômage ouvert y a atteint son plus haut niveau depuis 1996,

8. Le taux de « chômage ouvert » utilisé par l'INEGI comptabilise ceux qui ont travaillé au moins une heure au cours du mois précédant l'enquête. Il s'agit d'un indicateur insuffisant. Il montre surtout l'ampleur du travail informel instable, mal rémunéré et exempt de sécurité sociale. L'ampleur du concept de chômage ouvert rend le taux correspondant difficilement comparable aux taux de chômage utilisés aux États-Unis ou dans les pays européens, lesquels sont beaucoup plus restrictifs et, par conséquent, élevés, comparés au taux de chômage ouvert utilisé au Mexique.

avec un taux de 6,4 % de la population active. Ces données traduisent l'échec de la politique économique appliquée par le gouvernement du district fédéral depuis 2000, politique axée sur la tertiarisation de l'économie du district ainsi que sur la création d'emplois temporaires dans les secteurs des travaux publics et de la construction de logements.

Il est estimé que plus des deux tiers des emplois créés au Mexique vers le milieu des années 2000 étaient informels et que, dans la ville de Mexico, il existait un marché noir du travail qui opérait en dehors de la législation fédérale du travail (*Diario La Jornada*, 1^{er} mars 2004). Selon des statistiques officielles, lesquelles minimisent le problème, au cours du quatrième trimestre de 2009, 28,32 % de la population active du Mexique travaillait dans le secteur *informel*, ce pourcentage étant de 27,07 % pour le district fédéral et de 33,76 % pour l'État de Mexico (INEGI, 2010).

Suivant une tendance baissière observée depuis 1976 sur le plan national, le salaire réel au Mexique est tombé à moins d'un tiers de ce qu'il était en 1976. Il se situe actuellement presque au niveau où il était dans les années 1940. Dans le district fédéral, le salaire réel a suivi la même pente négative. Sa valeur et son niveau sont toutefois légèrement supérieurs à la moyenne nationale (Sedeco, 2001a, p. 68). En 2000, 3,1 % de la population au travail du district fédéral ne recevait pas de revenu ; 8,5 % a touché un salaire inférieur au salaire minimum, et 33,6 % a reçu un salaire valant entre 1 et 2 salaires minimums. C'est donc dire que 45,2 % de la population du district fédéral ayant un emploi touchait un salaire inférieur à deux fois le salaire minimum. Dans l'État de Mexico, dont les trois quarts de la population habitent les municipalités de la banlieue de Mexico, la situation était pire. En 2000, c'est 60,3 % de la population ayant un emploi qui y touchait un salaire inférieur à deux fois le salaire minimum (Méndez, 2002). À l'autre extrémité de l'échelle des salaires, 17,3 % de la population au travail du district fédéral recevait, en 2000, plus de cinq fois le salaire minimum, alors que la proportion correspondante était de 10,6 % pour l'ensemble du Mexique et de 7,1 % pour l'État de Mexico. Ces statistiques illustrent le fait que la zone métropolitaine de Mexico reflète parfaitement la polarisation des revenus et les inégalités qui existent au Mexique et le fait que, contrairement à ce qu'on observe au Canada et aux États-Unis, de façon générale, à l'intérieur de la zone métropolitaine de Mexico, les classes les plus riches se trouvent au centre, dans le district fédéral, et les classes les plus pauvres en périphérie, dans l'État de Mexico.

En raison du non-respect généralisé de la législation du travail et de l'ampleur de l'activité *informelle*, une bonne partie de la population mexicaine ne bénéficie pas de prestations de sécurité sociale. En 2000, la proportion de la population au travail n'en bénéficiant pas était de 55,9 % pour l'ensemble du Mexique, de 55,4 % pour l'État de Mexico et de 43,4 % pour le district fédéral de Mexico (Méndez, 2002). Cette constatation nous amène à aborder la question de la pauvreté. Pour 2010, les sources fédérales officielles ont estimé que, dans le district fédéral, 2 525 800 personnes (soit 28,7 % de la population du district) étaient en situation de pauvreté, tandis que, dans les municipalités de banlieue de la zone métropolitaine

de Mexico, 4 844 000 personnes (soit 43,9 % de la population de ces municipalités) étaient dans la même situation (tableau 3.3). Ces statistiques ne font pas l'unanimité. Par exemple, les autorités du district fédéral estiment à 4,5 millions le nombre de personnes vivant dans une pauvreté modérée ou extrême sur son territoire, ce qui représente 54 % de la population du district (*Diario La Reforma*, 27 juillet 2010, Ville, p. 3) et la situation est encore plus grave dans les municipalités de la banlieue de Mexico. La persistance de la pauvreté modérée et extrême dans la métropole la plus riche et la plus développée du Mexique s'explique structurellement par le chômage ouvert, par le chômage déguisé correspondant aux emplois précaires et informels, par la distribution inégale des revenus, par la chute historique des salaires réels et par l'absence d'accès de près de la moitié de la population au travail à la sécurité sociale.

Tableau 3.3. Proportions de la population du Mexique, du district fédéral de Mexico et de l'État de Mexico en situation de pauvreté : 2010

	Mexique	District fédéral de Mexico	État de Mexico
Pauvreté modérée	35,8 %	26,5 %	34,8 %
Pauvreté extrême	10,4 %	2,2 %	8,2 %
Pauvreté totale	46,2 %	28,7 %	42,9 %

N.B. : Les 59 municipalités de l'État de Mexico qui font partie de la zone métropolitaine de la vallée de Mexico comptent 73,9 % de la population de l'État de Mexico.

Source : Estimations de CONEVAL.

Les inégalités dans la croissance économique, l'emploi et les revenus de la population au travail qui existent entre le district fédéral et les municipalités de l'État de Mexico appartenant à la zone métropolitaine de Mexico font du district fédéral le récepteur d'une masse de *population flottante* de 2,5 à 4,5 millions de personnes qui, sur une base quotidienne, viennent de la périphérie métropolitaine vers le district fédéral pour y exercer un travail formel ou informel, mendier, commettre des actes de délinquance, faire des achats et utiliser les services publics d'éducation et de santé.

6. Un nouveau mode de structuration de l'espace métropolitain : le réseau de corridors tertiaires

Les changements qui se sont produits dans l'économie ont modifié la logique de structuration et de fonctionnement de la métropole. Ils ont causé le passage d'une configuration des schémas de localisation métropolitains fondée sur une centralité

unique ou sur un polycentrisme à une configuration de ramification structurée par un « réseau de corridors tertiaires ». Les capitaux immobiliers et financiers ont fortement contribué à ces transformations par leurs produits à la mode, à savoir les centres commerciaux et les complexes immobiliers multifonctionnels.

Jusque dans les années 1940, la ville de Mexico se déployait autour de son centre issu de la destruction-reconstruction de la Tenochtitlan aztèque et de la ville coloniale qui s'était peu à peu élargie à la faveur de l'expansion des activités commerciales de la fin du XIX^e siècle et de la période qui a suivi la révolution mexicaine (Lombardo, 1987a, 1987b et 1987c). Après la Seconde Guerre mondiale, l'expansion urbaine impulsée par l'industrialisation, l'arrivée de migrants ruraux et le déplacement des couches aristocratiques les plus riches en dehors du centre historique ont conduit à l'occupation de terres de plus en plus éloignées du centre, dans le district fédéral et dans les municipalités voisines de l'État de Mexico, ce qui a donné naissance à la métropolisation. La naissance de sous-centres périphériques s'est imposée du fait que les besoins de consommation de la population, surtout de celle à revenu moyen et élevé, vivant dans la nouvelle périphérie, pouvaient de moins en moins être satisfaits à partir du centre de plus en plus distant. Ces sous-centres se sont formés, pour la plupart, dans les centres des anciens villages absorbés par l'expansion métropolitaine.

La crise de 1982, l'imposition subséquente du modèle néolibéral d'accumulation du capital, la libéralisation inconditionnelle du commerce et de la désindustrialisation ont favorisé la tertiarisation informelle de la métropole alors que se poursuivait la croissance démographique et physique des municipalités de banlieue et des zones entourant la district fédéral. La morphologie de la métropole s'est alors transformée à la faveur de ces changements socioéconomiques et de l'introduction de nouvelles formes architecturales et urbaines, comme les centres commerciaux ainsi que les immeubles et quartiers résidentiels fermés. Cela s'est accompagné d'une multiplication des logements sociaux construits par des capitaux privés dans la périphérie éloignée. La recherche de Pradilla et Pino (2004), recherche menée en 2002 et mise à jour en 2007, a démontré que la logique de structuration socioéconomique et territoriale de la zone métropolitaine de la vallée de Mexico a subi un changement substantiel. Après une période de transition ayant duré quelques décennies au cours de laquelle le schéma polycentrique a prédominé, l'ancienne structure monocentrique a cédé ultimement la place à une structure radiale ou ramifiée dont l'articulation repose sur un réseau de corridors tertiaires.

Les centres commerciaux, qui sont apparus à la fin des années 1960, se sont multipliés à partir de ces nouvelles structures et ont constitué de nouveaux champs d'accumulation du capital immobilier et commercial. Il en existe aujourd'hui plus de 200, de tailles et caractéristiques différentes. La croissance du parc automobile favorisé par les gouvernements locaux et leur politique de création d'infrastructures autoroutières a fait en sorte que ces nouveaux centres commerciaux et des bâtiments corporatifs se sont localisés sur les principaux axes

de circulation. Les centres commerciaux se sont greffés aux corridors tertiaires en formation ou ils ont amorcé le développement de ces derniers le long des axes de circulation où ils s'étaient installés (Duhau et Giglia, 2008 ; Pradilla *et al.*, 2008).

Ces implantations et les économies d'agglomération qu'elles ont engendrées ont attiré de nouveaux établissements bancaires, commerciaux et tertiaires. Ces sous-centres se sont prolongés le long des voies de circulation en suivant les flux de personnes et de véhicules jusqu'à en perdre leurs structures concentriques en se reliant les uns aux autres pour former des ramifications et de véritables réseaux. Même les anciennes structures de centralité qui avaient perdu leur dynamisme du fait de la nouvelle logique d'implantation tertiaire se sont réorganisées autour des axes principaux. Aujourd'hui, il est possible d'identifier dans la zone métropolitaine de Mexico un réseau de plus de 72 corridors tertiaires, dont les axes du Paseo de la Reforma, des Insurgentes, de la Revolución et plusieurs segments du Periférico, du Circuito interior, du Viaducto Aleman, de Tlalpan et du Canal de Miramontes (figure 3.6). Ces corridors sont de longueurs, densités et concentrations d'activités tertiaires variables, et ils sont déjà consolidés ou en voie de consolidation. Les services qu'on y offre comprennent des services de proximité, des services s'adressant à de grands secteurs de la ville ou même des services dont le marché couvre l'ensemble de la zone métropolitaine. Les intersections de deux ou plusieurs corridors tertiaires et certains points de repère de la zone métropolitaine constituent des points critiques d'articulation et d'intercommunication du réseau.

Les processus de formation des corridors tertiaires varient. Dans la majorité des cas, ils ont résulté de la combinaison de multiples actions de partenaires sociaux cherchant à tirer profit de l'évolution de la demande du marché. Dans des cas plus rares, ils ont fait partie de grands projets de rénovation urbaine mis de l'avant par le capital immobilier avec l'appui de l'État (comme dans les cas du projet Reforma et du corridor de Desarrollo Santa Fe) ou encore ils sont le résultat de politiques et de plans de développement urbains des gouvernements locaux.

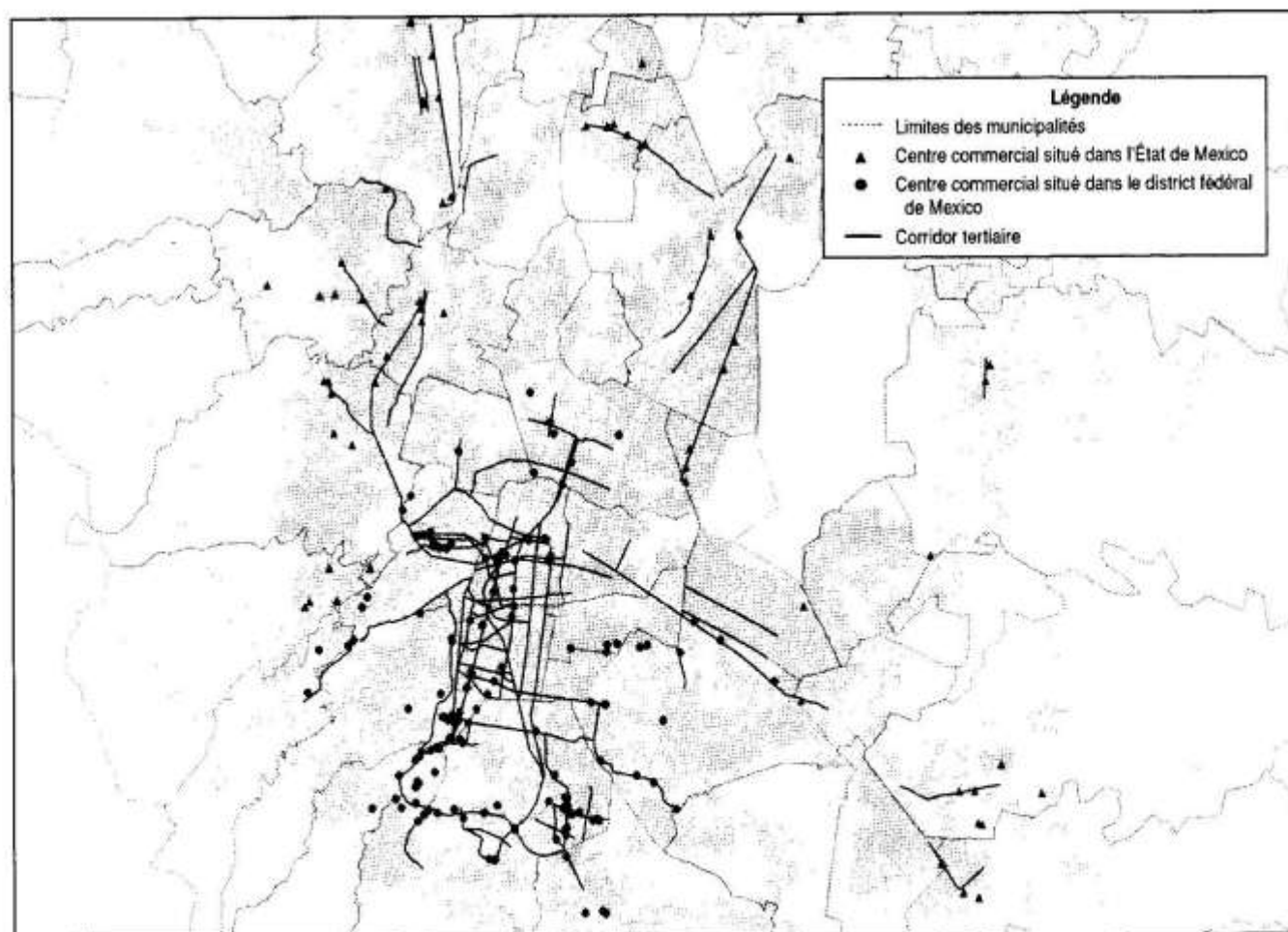
On retrouve dans les corridors tertiaires des centres commerciaux, des regroupements linéaires de commerces de petite et moyenne dimensions, des succursales bancaires, diverses autres activités financières, des services privés ou publics aux entreprises ou aux consommateurs, des services de réparation, des hôtels, des restaurants et des lieux de divertissement ou de loisir, des activités récréatives, des bureaux de gestion d'entreprises ainsi que des établissements publics et privés. La présence de logements anciens ou de logements situés dans de nouveaux complexes à usage mixte comprenant des commerces, des bureaux et de l'hôtellerie ne modifie pas la nature tertiaire de ces corridors.

Le réseau de corridors tertiaires longeant les voies à haute intensité de flux de personnes et de véhicules traverse d'anciens quartiers qu'il dessert en marchandises, services et lieux de divertissement, mais il cause aussi souvent la fragmentation de secteurs de ces quartiers qui étaient jadis intégrés. Plusieurs corridors se

sont constitués en détruisant et en substituant de nouvelles architectures à celles de zones résidentielles à haute valeur patrimoniale qui n'étaient pas protégées adéquatement, comme dans les cas du Paseo de la Reforma ou de Colonia Roma.

Ces corridors, comme leurs prédécesseurs, les sous-centres urbains, ne constituent pas des centres urbains intégrés. Ils se résument à des regroupements marchands organisés en fonction de l'échange. Ils sont souvent exempts d'activités publiques propres à la vie urbaine collective : activités culturelles, activités religieuses, activités politiques, spectacles de rue, etc. Ils sont orientés vers l'automobiliste et non pas vers le piéton et, de ce fait, ils n'encouragent pas les échanges directs entre les personnes. Les centres commerciaux y apparaissent comme des pseudo-centres dominés par la marchandise. Ils constituent des points de centralité de la ville marchande néolibérale.

Figure 3.6. Corridors tertiaires et centres commerciaux de la zone métropolitaine de la vallée de Mexico, 2008



Source : Compilation de données faite par les auteurs.

Derrière la création des corridors tertiaires se trouve une stratégie de divers segments du capital. Pour le capital, les corridors représentent une occasion de moderniser, en les déplaçant et les reconstruisant, ses lieux d'opération et de gestion devenus obsolètes, là où ils étaient implantés, à cause de l'évolution des technologies et du marché. En créant ces corridors, le capital immobilier donne une nouvelle vocation à des secteurs affectés auparavant à d'autres activités, surtout à des activités liées au logement ou à l'industrie, secteurs dont le prix de production a déjà été récupéré, et il s'approprie de nouveaux revenus fonciers, surtout à travers la création de nouvelles rentes foncières différentielles liées à la localisation. Par la construction de bureaux, de centres commerciaux ou de logements pour les ménages à moyen et haut revenu, le capital des secteurs de l'immobilier et de la construction effectue des opérations de valorisation de son capital productif qui créent de nouvelles rentes différentielles de localisation susceptibles de rentabiliser ses futures actions dans le même corridor. Tous les propriétaires fonciers, y compris ceux qui sont déplacés par la reconstruction, s'approprient ainsi, chacun selon sa situation, des rentes foncières soit absolues, soit monopolistiques, soit différentielles de localisation.

La combinaison d'une « verticalisation interne » ou d'une « expansion périphérique dispersée », déterminée par la logique du capital immobilier et financier et de ses mégaprojets ainsi que par la spécificité de la relation du capital avec les politiques urbaines, définit les processus de production-reproduction du territoire métropolitain. Dans ces opérations, le capital immobilier est étroitement lié au capital financier et bancaire parce que ce dernier avance, d'une part, le capital pour l'investissement et crée, d'autre part, la demande pour le produit en finançant l'acheteur.

Dans la restructuration urbaine, le capital immobilier assume un rôle déterminant dans l'économie et la morphologie urbaines sans engendrer toutefois une croissance soutenue et durable. Cet état de fait est rendu possible à cause de la faiblesse et de l'impuissance d'une « planification moribonde » (Pradilla, 2009, p. V) subordonnée aux invisibles « équilibres automatiques du marché ».

7. Changements socioterritoriaux et mouvements sociaux urbains

La croissance de la zone métropolitaine de Mexico dans les années 1970 et 1980 s'est produite dans un contexte de crise économique, de changement de modèle d'accumulation du capital, de réduction de programmes sociaux et de manque de terrains, de logements et de services pour les secteurs à faibles revenus. Cette situation a donné naissance à l'organisation de groupes, formant le « Mouvement populaire urbain », désireux de manifester leur opposition devant l'absence de programmes d'aide et d'exprimer leurs besoins auprès des gouvernements et des instances responsables de la planification urbaine et du développement social. Au milieu des années 1980, le Mouvement populaire urbain était essentiellement

actif dans la périphérie de la métropole. Le séisme de 1985, qui a affecté la zone centrale du district fédéral, a donné naissance à des organisations de sinistrés et de demandeurs de logements. Après la reconstruction, ces organisations ont essaimé dans différents secteurs de la zone métropolitaine où elles influencent les politiques et les projets urbains.

Cependant, les groupes du Mouvement populaire urbain ont vu peu à peu leur influence décroître à cause de trois facteurs. Premièrement, après les élections présidentielles de 1988, divers chefs du Mouvement ont participé à la fondation du Parti de la révolution démocratique (PRD), puis, en 1990-1991, à celle du Parti travailliste (PT). Au cours de la décennie qui a suivi, plusieurs organisations du Mouvement se sont associées à des gouvernements locaux et à des partis politiques. Ces implications dans diverses formations politiques se sont souvent traduites par la création de relations corporatistes et clientélistes qui ont limité la capacité d'action et de développement démocratique du Mouvement populaire urbain. Deuxièmement, les gouvernements ont mis sur pied certains programmes d'aide avec des visées électoralistes, programmes qui ont causé une certaine fragmentation de la gauche politique (Haber, 2009). Troisièmement, les gouvernements néolibéraux ont limité les subventions et le budget des institutions qui offraient du crédit et du logement au Mouvement populaire urbain, en particulier au Fonds national du logement populaire.

Depuis les années 1990, les changements économiques et morphologiques résultant de la restructuration tertiaire de la zone métropolitaine de Mexico ainsi que les politiques publiques des gouvernements issus de partis politiques différents ont donné lieu à la formation de mouvements sociaux étrangers au Mouvement populaire urbain.

7.1. Mouvements urbains corporatistes

La perte d'emplois dans le secteur formel de l'économie a été un facteur dans la formation de nouveaux groupes. Les sans-emploi ont dû investir les activités informelles, et les actions de défense face à la « régularisation », aux impôts et à la concurrence avec d'autres groupes ainsi que l'obtention de concessions ont favorisé la formation d'organisations urbaines de type corporatiste.

La principale zone de commerce sur la voie publique pour les secteurs populaires était le Centre historique de Mexico où le Mouvement populaire urbain était présent depuis les années 1970. Les organisations de vendeurs se sont associées au Mouvement et elles en ont adopté certaines pratiques, dont le rapprochement avec les partis politiques. La réponse du gouvernement local, qui n'était pas trop éloigné politiquement de ces organisations, prit la forme d'une certaine manipulation qui a eu pour effet d'éloigner les vendeurs du Centre historique et de les relocaliser dans des marchés publics existants, des corridors tertiaires ou des rues éloignées de la zone touristique. Ce fut le cas, en 1993, sous le gouvernement du

Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et, en 2007, sous le gouvernement du Parti de la révolution démocratique (PRD), lorsque, grâce à des accords conclus avec leurs chefs, 25 000 vendeurs regroupés au sein de 100 organisations ont été éloignés du « périmètre A » du Centre historique, relocalisés dans des places commerciales, et contrôlés par des opérations policières (Silva Londoño, 2010, p. 218).

Les résultats de ces actions n'ont pas été à la hauteur des attentes. En effet, le commerce illégal a, malgré tout, subsisté dans les quartiers de Tepito et de La Lagunilla, tandis que les vendeurs se déplaçaient vers d'autres zones, si bien qu'une multitude de points irréguliers de vente de repas et de divers produits sont apparus le long des rues principales des quartiers de toute la ville et que le commerce semi-permanent s'est développé autour des stations de transport public qui ont aussi attiré des vendeurs ambulants.

Les organisations regroupant les opérateurs informels de « minibus » se sont opposées aux tentatives de les régulariser ou de les remplacer par d'autres systèmes de transport, en exigeant de devenir des partenaires des nouvelles lignes d'autobus publics – Métrobus et Mexibus – circulant dans des corridors et des voies réservées. Par ailleurs, la difficulté d'obtenir la licence d'exploitation d'un taxi a favorisé la formation d'organisations de chauffeurs de taxi pirates qui se sont jointes au Mouvement populaire urbain. La croissance des organisations de vendeurs et de transporteurs irréguliers a mené à la consolidation de groupes tirant leur puissance du nombre de leurs adhérents et de leur capacité de mobilisation corporatiste en vue d'obtenir des concessions leur permettant de continuer à exercer des activités irrégulières, ce qui a compliqué la gestion urbaine et en a entaché la légitimité.

7.2. Mouvements locaux de quartier

Depuis l'implantation du néolibéralisme, les gouvernements de l'État de Mexico et du district fédéral ont favorisé la construction de grands projets immobiliers et d'infrastructures de voirie dans le but d'encourager l'investissement, la création de nouveaux emplois et la modernisation.

L'insuffisance des normes urbaines existantes a été démontrée avec la publication, en 2000, du projet Bando 2 qui cherchait à densifier et à repeupler les quatre districts centraux (*delegaciones centrales*) de la ville de Mexico. Les impacts de ce projet ont été une hausse de la valeur des terrains, la démolition de logements, l'expulsion des secteurs populaires de ce quartier, le non-respect des utilisations du sol et des hauteurs permises, des impacts négatifs sur les constructions voisines, le manque d'eau et la sursaturation des infrastructures de voirie.

De nombreux projets soutenus par les gouvernements de la métropole ont suscité d'importantes mobilisations dénonçant le manque de contrôle et la promotion de projets élaborés en l'absence d'une planification qui prenne en

considération l'avis des citoyens ainsi que les impacts sociaux et environnementaux. Dans certains cas, les manifestations ont pu freiner les projets contestés ou même les modifier. Mais, dans la majorité des cas, les développements immobiliers ont été construits et ont affecté la provision de services et la qualité de la vie des voisins qui n'ont pas eu la capacité organisationnelle de s'y opposer efficacement. Pendant les conflits, peu d'institutions étaient présentes pour négocier avec objectivité et autorité entre les parties qui s'opposaient. Les autorités se sont alors comportées comme des promoteurs et elles sont allées de l'avant en imposant la majorité des projets.

Les nouvelles infrastructures de voirie ont suscité, dans tous les cas, de l'opposition; toutefois, peu de projets ont pu être arrêtés. La majorité des plaintes étaient locales. Elles avaient trait à l'abattage d'arbres, au manque de ponts piétonniers, aux installations dangereuses et à la détérioration de l'image urbaine. Le contexte socioterritorial des ouvrages a déterminé l'issue de la mobilisation selon qu'il s'agissait de secteurs à bas revenus ou à revenus élevés. Les projets qui ont suscité des manifestations dans les secteurs à hauts revenus ont été retardés ou améliorés, tandis que, dans les zones populaires, on a imposé les ouvrages qui faisaient l'objet d'une contestation.

Conclusion

La restructuration économique-territoriale récente de la zone métropolitaine de Mexico a engendré des conflits sociaux différents de ceux qui se sont produits entre 1970 et 1990. Les changements dans la morphologie de la zone ont amené des groupes sociaux et des zones qui n'avaient pas pris part à des actions sociales dans le passé à le faire au cours des années récentes. Parmi ces groupes et zones, on trouve les couches sociales moyennes et élevées, les secteurs populaires des zones centrales et les villages ruraux situés en périphérie de Mexico. Les luttes dites « citoyennes » des couches sociales à revenus moyens et élevés ont réussi à trouver un écho dans les médias de communication et elles ont obtenu de meilleurs résultats que celles des couches moins favorisées. Par contre, les luttes menées par le Mouvement populaire urbain ont reçu moins de publicité; elles ont été plus stigmatisées et les acteurs politiques ont généralement réussi à les contrôler au moyen du clientélisme et du corporatisme politique.

Les zones qui ont montré une plus grande capacité de réaction face à des projets sont celles qui bénéficiaient d'assemblées *ejidales* (c'est-à-dire d'assemblées de copropriétaires de propriétés foncières collectives), d'associations de colons ou de voisins et d'un tissu social consolidé. Les organisations sociales récentes manifestent une aptitude à manier habilement le jeu politique très local et elles s'éloignent des grands projets transformateurs de la société qui inspiraient le Mouvement populaire urbain des années 1970. Cela ne signifie cependant pas qu'elles ne sont pas influencées par des groupes poursuivant des objectifs plus

larges, comme les partis politiques et les organisations non gouvernementales s'occupant des questions environnementales, du développement urbain et des droits humains.

Les organisations issues de villages semi-ruraux de la périphérie métropolitaine ont constitué des fronts communs réunissant des paysans et des indigènes. Tablant sur une identité commune, elles rejettent des projets pour des raisons qui leur sont propres et elles se distinguent en proposant des conceptions culturelles particulières au regard des objectifs du développement.

Un trait commun des mouvements récents est la prédominance d'une résistance centrée sur des enjeux locaux, ce qui a pour effet de fragmenter l'action sociale et d'en réduire l'influence. Ces mouvements récents se tiennent à l'écart de la société civile non organisée à cause de leur faible capacité d'action à des échelles supralocales, là où sont débattues des questions comme celles du développement métropolitain et de l'élaboration de projets urbains de long terme.